

Pétrole, gaz et charbon : les États explosent l'Accord de Paris

La production de combustibles fossiles prévue par les gouvernements est plus de deux fois supérieure à ce qu'il faudrait pour tenir les objectifs de l'Accord de Paris, c'est-à-dire une limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C. C'est le résultat édifiant du nouveau rapport *Production Gap Report*.



Le 12 décembre 2015, les 196 membres de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques s'engageaient à maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels, et à s'efforcer de limiter la hausse à 1,5 °C.

Six ans plus tard, force est de constater que ces promesses sont restées en l'air.

C'est l'une des principales conclusions d'un rapport¹ publié mercredi 20 octobre par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et d'éminents instituts de recherche internationaux². Ses auteurs montrent que les gouvernements prévoient de produire en 2030 une quantité de combustibles fossiles plus de deux fois supérieure à celle compatible avec une limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C.

Afin de parvenir à ces résultats, les auteurs ont estimé l'évolution de la production mondiale de combustibles fossiles d'ici à 2040 à partir des projections des principaux pays producteurs. Ils ont ensuite comparé ces données aux trajectoires élaborées par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec)³ considérées comme compatibles avec un réchauffement de 1,5 et 2 °C.

Les résultats sont alarmants : en l'état actuel, les niveaux de production envisagés par les gouvernements sont supérieurs de 110 % à ceux permettant de limiter le réchauffement du climat à 1,5 °C, et de 45 % à ceux permettant de rester sous le seuil des 2 °C.

Cet écart pourrait être encore plus marqué en 2040 : la production devrait alors excéder de 190 % les niveaux permettant de ne pas dépasser les 1,5 °C de réchauffement, et de 89 % ceux permettant de le limiter à 2 °C. Un tel niveau de production risquerait de précipiter la planète en territoire climatique inconnu³. Selon le Giec⁴, dépasser le seuil des 1,5 °C de réchauffement aurait de lourdes conséquences pour les humains et la biodiversité. Si la température mondiale augmente de 2 °C, l'ensemble des récifs coralliens du globe risquent de disparaître. Les événements météorologiques

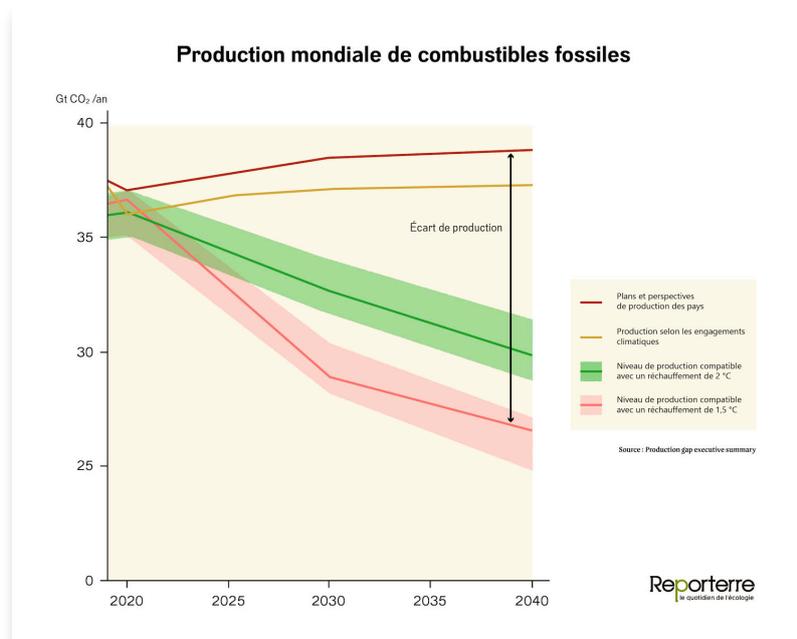
¹ https://reporterre.net/IMG/pdf/final_sei_pgr2021_web.pdf

² Le Stockholm Environment Institute (SEI), l'Institut international du développement durable (IIDD), l'Institut de développement d'outre-mer (ODI) et le groupe de réflexion E3G.

³ <https://reporterre.net/La-France-se-rechauffe-plus-vite-que-la-planete>

⁴ <https://reporterre.net/Giec-et-climat-la-situation-est-tres-difficile-mais-pas-desesperee>

extrêmes devraient devenir encore plus fréquents et intenses. Plusieurs centaines de millions de personnes supplémentaires pourraient également être exposées aux risques climatiques et à la pauvreté.



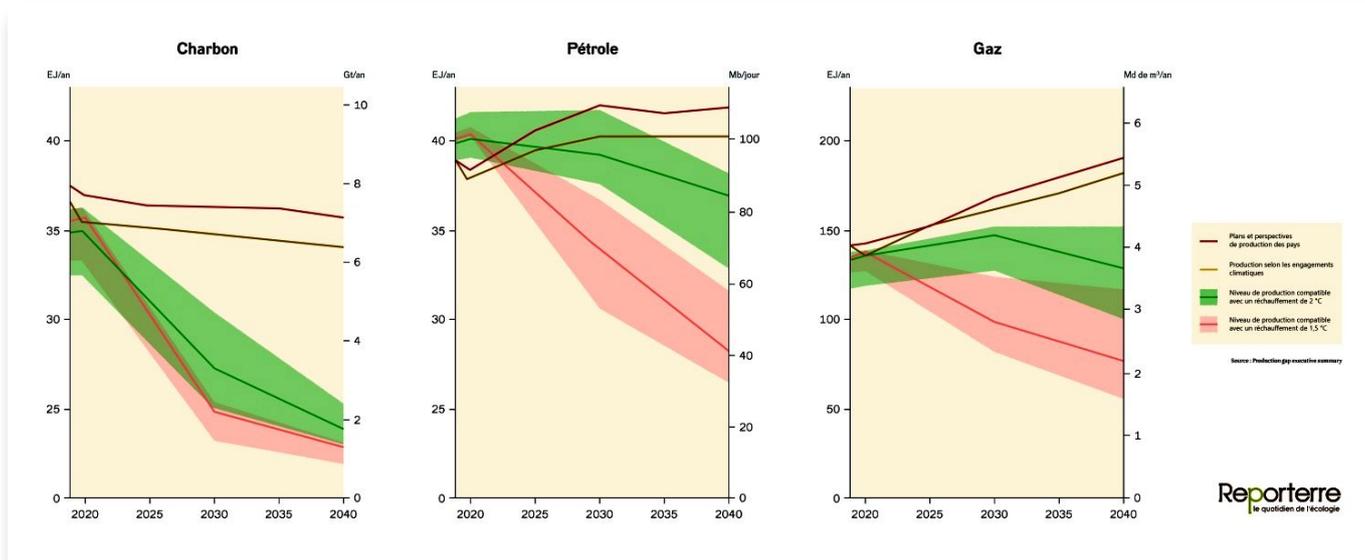
Pour atteindre les objectifs définis lors de la COP21 et limiter autant que possible ces périls écologiques et humains, la production mondiale de combustibles fossiles devrait commencer à décliner fortement dès aujourd'hui. Afin de contenir le réchauffement climatique sous le seuil des 1,5 °C de réchauffement, la production mondiale de charbon, de pétrole et de gaz devrait baisser respectivement de 11 %, 4 % et 3 % par an jusqu'en 2030, selon les auteurs de ce rapport. Un tel déclin n'est malheureusement pas à l'ordre du jour. Les gouvernements envisagent pour le moment d'augmenter la production de pétrole et de gaz. Quant à celle de charbon, la réduction envisagée reste bien trop modeste. En 2030, elle devrait être supérieure de 240 % au niveau permettant de s'aligner sur une trajectoire énergétique compatible avec l'objectif de 1,5 °C.

La situation pourrait être "encore pire"

Les chercheurs insistent sur le caractère prudentiel de leurs calculs. La situation pourrait être "encore pire" que ce qu'ils décrivent dans ce rapport, soulignent-ils. En élaborant leur modèle, les auteurs ont en effet présumé que les techniques de capture et de stockage du dioxyde de carbone se déploieraient à grande échelle dans la seconde moitié du XXI^e siècle. De nombreux obstacles techniques, économiques et sociaux pourraient cependant entraver leur développement.

"Le principe de précaution exigerait que la production et l'usage de combustibles fossiles décline encore plus rapidement que dans notre trajectoire médiane compatible avec un réchauffement de 1,5 °C", notent-ils.

L'ampleur de l'écart de production décrit par ces chercheurs peut surprendre : à Paris, en 2015, les membres de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques se sont en effet engagés à réduire collectivement leurs émissions de gaz à effet de serre, et à soumettre des plans nationaux détaillant comment ils comptaient y parvenir. Le rapport montre que ces derniers ne sont pas respectés.



À l'échelle mondiale, les niveaux de production envisagés par les gouvernements excèdent de 10 % ceux que leurs engagements climatiques impliquent. Et même si ces plans étaient correctement suivis, les chercheurs montrent qu'ils resteraient insuffisants pour limiter le réchauffement climatique à 2 °C.

Des gouvernements "dangereusement en porte-à-faux avec leurs objectifs climatiques"

Un grand nombre de pays continuent également de soutenir l'industrie fossile, à grand renfort de subventions et d'exemptions fiscales.

Exemple avec les États-Unis : alors que le président Joe Biden a annoncé en 2021 vouloir atteindre la neutralité carbone en 2050, le gouvernement fédéral octroie une douzaine d'aides financières aux secteurs du charbon, du pétrole et du gaz. Le bureau de l'information énergétique des États-Unis table également sur une augmentation de 17 % de la production de pétrole d'ici à 2030, et de 12 % de celle de gaz (par rapport aux niveaux de 2019).

Le gouvernement étasunien s'aligne en cela sur la stratégie de la majorité des pays producteurs. L'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, l'Inde, le Mexique et l'Arabie saoudite prévoient tous d'augmenter leur production de pétrole et de gaz de plus de 5 % d'ici à 2030.

Les rares pays qui envisagent une baisse (comme la Norvège et le Royaume-Uni) ne le font que parce que leurs champs déclinent, et non par choix, déplorent les auteurs de ce rapport.

"Les gouvernements peuvent rechigner à réduire leur production de combustibles fossiles pour plusieurs raisons", explique à Reporterre Angela Picciariello, chargée de recherche principale à l'Overseas Development Institute (ODI), l'un des instituts de recherche ayant produit ce rapport. "Par exemple, ils peuvent avoir peur d'être perçus comme étant trop impliqués dans les marchés des combustibles fossiles, d'une manière qui augmenterait les prix de l'énergie pour les consommateurs. Ils peuvent également percevoir l'augmentation de la production de combustibles fossiles comme un levier clé de leur développement, de leur sécurité et de leur souveraineté."

Bien qu'elle admette qu'il puisse être "difficile" pour les gouvernements de tirer un trait sur les combustibles fossiles,

"Les risques associés à leur production sont de plus en plus clairs", insiste-t-elle. "Il est dans leur intérêt à long terme de la réduire, en accord avec leurs engagements climatiques."

Pour le moment, cela est loin d'être le cas.

"Les données ne sont pas rassurantes", confiait au cours d'une conférence de presse Niklas Hagelberg, chargé du changement climatique au sein du Programme des Nations unies pour l'environnement. "Mais il est toujours possible de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C si nous mettons rapidement en place une politique de décarbonation."

À quelques jours de l'ouverture de la vingt-sixième Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP), les auteurs du rapport insistent sur le rôle crucial des gouvernements. Les entreprises d'État, rappellent-ils, contrôlent aujourd'hui plus de 50 % de la production mondiale de combustibles fossiles. Les gouvernements pourraient également imposer des règles plus strictes aux entreprises privées, en interdisant par exemple l'exploitation de nouveaux champs ou en cessant de subventionner le secteur.

"Ce rapport montre que les gouvernements sont dangereusement en porte-à-faux avec leurs objectifs climatiques", insistait Michael Lazarus, chercheur au Stockholm Environment Institute (SEI), également présent à cette conférence de presse. "Il est grand temps qu'ils s'alignent sur ces derniers."

Après cet article

► Climat : [Climat : les États s'éloignent toujours plus de leurs promesses](#)

Précisions

Photo chapô : Pompe à pétrole dans le Colorado, aux États-Unis. Flickr/CC BY 2.0/Maarten Heerlien